



Compte Rendu de Réunion du 30 juillet 2023

Inscrits à la réunion :

- Claire Tourneret de Haas (SUJ)
- Denis Godfroy (3R)
- Grégoire Lecocq (LAPFF)
- Jean François Harel (Nous Président)
- Renaud Alquier (Nous Citoyens)
- Christophe Prévost (N.O.U.S)
- Serge Leclerc (UGR)
- Mickaël Mimran (Espoir Ric / Imagine L'Avenir)
- Sophie Norton (GJ Nancy Porte Sud)
- Jean Marie Pourchet (GJ Nancy Porte Sud)
- Erwan Le Pontot (CNTSF)
- François Rouleau (PDSIDP)
- Didier Magne (EPL)
- Martine Donnette (ETF)
- Claude Diot (ETF)
- François GJ Toulouse (Structuration)
- Jean Michel Brugade (MAC)
- Claudie Duquesne-Pinelli (GJ Hyères 83)
- Pierre Frédéric Pfzieba (GJ Marseille)
- Frédéric Collado (GJ)
- Arnaud Demangeat (3R)
- Didier Lourdelle (CSP 80, Solaris)
- Jean Marc Fortané (Les APIS)
- André Bellon (APUC)
- Natalia POLSKA (Espoir RIC)
- Pascale Stierli (DPC)
- BBJ SAM (Le projet RHIZOME)
- Françoise SCHMIT (GJ ALDI MARGNANE)
- Johanne Sabia (DPC)
- Daniel Paget (Assemblée citoyenne figeacoise)
- Jean Paul Brenelin (Assemblée Populaire 21)
- Mathilde Pflieger / Eric Bucquet (FFC)
- Cathy Pinto
- Mireille Erard Peltier
- Jimmy Ebadiand
- Marie Christine Néant

Sur 34 inscrits, 30 se sont présentés à la réunion.

Résumé personnel (agrémenté des commentaires en comité de pilotage de ce vendredi 04)

Format : La réunion a débuté un peu avant 21h00. J'ai commencé à parler des résultats de l'enquête d'opinion sur la tenue des réunions pendant 10 minutes, enchaînée par l'actualité de la coalition citoyenne pendant 20 minutes, présentée par Renaud Alquier (Nous Citoyens) et enfin j'ai proposé d'offrir une tribune libre de 10 minutes par personne. La réunion s'est terminée à 23h15 avec une prolongation en discussion libre jusqu'à 00h30.

"A Propos" du contenu de la réunion : Nous avons remarqué en comité de pilotage que la réunion était en dents de scie, comme beaucoup de réunions de la coalition citoyenne d'ailleurs. En dents de scie : impression nette qu'une minorité déambule librement en réunion alors qu'une majorité ne connaît pas exactement les enjeux exacts d'une telle réunion, pire, ne connaît pas la raison d'être de la coalition citoyenne. (ndlr : cela s'apprête aux nouveaux venus qui ne savent pas où ils atterrissent et prennent peur, face au comportement de certains individus, et ne reviennent pas)

Il y a toutefois des avancées notables : le fait qu'il y ait des groupes bien représentés et qu'ils aient pris une certaine aisance avec nos réunions, et une augmentation des inscriptions même en pleine période estivale. En revanche, les sujets évoqués sont souvent les mêmes. De fait, nous avons évoqué une amélioration de nos réunions. En plus d'être un lieu d'échange et d'information, nous avons compris qu'il était nécessaire : 1/ Une confrontation des projets matures en débats contradictoires. 2/ Une fiche de présentation des groupes et des personnes de la coalition, donnée avant les réunions pour gagner du temps. La réunion mensuelle du 30 de la coalition citoyenne aboutira vers ce format "débat" à terme, par la sollicitation des groupes à un sondage participatif.

Conclusion : une réunion mensuelle difficile à suivre pour certains, soit par les problèmes de connexion, soit par le comportement agressif de quelques-uns. Le fait que certains d'entre nous étaient en vacances n'a pas facilité la tenue de la réunion mais on tenait à y être malgré un environnement tout sauf optimal. Le point positif est l'arrivée de nouveaux venus en comité de pilotage ce vendredi (Daniel Paget, Erwan Le Pontot, Jean Marc Fortané).

Voici le résumé "simplifié" des échanges conversationnels combinés avec la messagerie :

(Si vous trouvez des incohérences de contexte, c'est parce qu'il y a eu des échanges combinés avec la messagerie. C'est aussi selon ce que j'ai pu récupérer en prenant des notes. Je tiens ici à restituer d'abord l'essentiel de la réunion. Morceaux choisis)

Claire Tourneret (SUJ) : Pas besoin d'information, on s'informe déjà tous sans la coalition citoyenne. Non, toutes les idées ne sont pas bonnes... C'est du délire collectif... Une idée sera bonne ou pas en fonction de nombreux paramètres et selon la situation ... on ne fonctionne pas avec des idées... Arrêter de vous attaquer à ce qui existe ...faut être un peu stratège les gars. Mais non Micka chacun explore son domaine ; ce n'est pas l'objet d'une coalition de lister toutes les actions dans les détails de chacun des groupes ... On n'y arrivera jamais ...on va crouler sur l'info et on ne fera rien de constructif et de réel. Non il faut faire une commission chargée de décider des actions qui sont pertinentes avec les objectifs de la coalition citoyenne.

Claude Diot (ETF) : Peut-on parler de la création de commissions par thème ?

François (Structuration GJ Toulouse) dit: Je ne comprends pas : c'est une coalition de groupes mais qui fait des commissions ??

Grégoire LECOCQ (LAPFF) : On va envoyer un mail sur les débats en réunion avec délibération par vote. C'est dans les tuyaux.

Serge Leclerc (UGR) Un ancien de chez Philipot. Serge met l'accent sur les scandales sexuels et qu'il serait bon d'interdire des actions. Film à voir : la diffusion du film « Après la pluie » (témoignage Professeur Perronne par exemple)

Micka (Espoir RIC). Deux solutions : pétition + vidéo Clara Egger et Raoul. Nous sommes en droit de faire un référendum. Pourvoir donner notre avis. C'est centralisé à Paris, c'est ça le problème. Nous sommes en train de créer un lobby souverainiste. Sur un plan très général on se fait enfler sinon on bouge. Le principe du référendum dans une démocratie, c'est la même chose qu'un ballon dans un match de foot, s'il est enlevé du jeu, plus personne ne veut participer. Il y a une PLC en route en plus d'une pétition qui a suffisamment de signatures pour être étudiée en commission en octobre prochain.

Martine Donnette (ETF) : la coalition est là pour transmettre des informations. On contrôle l'information puis on y va.

Didier Lourdelle (Solaris) : Avez-vous envisagé des alternatives à Telegram et WhatsApp... en cas de coupure des plateformes ?

Jean François Harel (Nous Président) : depuis le 4 février 2008, la France est un état putatif ! Car pour modifier notre Constitution il faut constitutionnellement l'accord de l'électorat...

Didier Magne (EPL) : Pour la destitution effectivement il faut 10% pour engager la procédure. Par contre pour aller au bout, il faut 70% du parlement. Nous concernant (les groupes résistants) : Pas de légitimité vis-à-vis du peuple donc il faut se confronter aux citoyens.

Sophie Norton (GJ Nancy) : Les courriers, ils n'en ont rien à foutre. Les députés se satisfont de leurs positions. Mobiliser les citoyens. Stimuler sur des actions précises, des projets précis. On assiste à une démission citoyenne. A ce qu'on nous voit partout. Le canard Réfractaire : précis, bon travail. Principe de médiatisation. Procès du roi médiatisé par exemple. Etant donné que nous ne sommes pas très nombreux, il faut fixer quelques objectifs prioritaires sur lesquels faire masse. Un procès du roi différent pourrait être organisé par Sébastien Ginhoux.

Grégoire Lecocq (LAPFF) : Les députés ne vont pas saborder leur carrière pour nos beaux yeux.

Erwan Le Pontot (CNTSF) : Collectif de Citoyens pour un Conseil National de Transition Souverain Français, plateforme juridique de droit international PUBLIC, pour tous les groupes résistants. Qui avons-nous face à nous ? Le plus haut niveau de la pègre nationale et internationale. La suppression générale des partis politiques (Simone Veil – Londres 1940). Tous à perdre leur gamelle. Dont les urnes. Ils ont les armes, nous on a rien. 1871 : vont recréer la 3^{ème} République. Coup d'Etat militaire : on peut oublier. Les médias sont dans leurs mains. Le peuple : beaucoup ont leur frigo plein. Stratégie en 2012 : on ne peut plus passer par le droit national. Reconnaissance internationale officielle pour se mettre en travers du gouvernement actuel. Une partie de confiance avec le légal international.

François (Structuration GJ Toulouse) : Non il n'y a pas de recours "international" pour reprendre le pouvoir en France.

Sophie Norton (GJ Nancy) : Que fais-tu des plaintes classées sans suite auprès de la cour internationale ?

François Rouleau (PDSIDP) : Pour un projet de société. Pour une rupture néolibéralisme. Contrôle de nos exportations ; contrôle de nos capitaux ; contrôle de la circulation des personnes. S'affranchir donc automatiquement de la tutelle de l'UE qui nous l'impose. Contre le RIC : Tout projet non rigoureux avec les exigences de l'UE (qui n'est pas sociale) ne passera pas et sera éjecté par notre propre conseil constitutionnel. Le traité de Lisbonne est intégré dans notre constitution par l'article 15.

François (Structuration GJ Toulouse) : C'est faux, Macron a été élu car les gens l'aiment. Par contre, une insurrection populaire ou militaire est possible. On n'a pas besoin des médias traditionnels avec internet. Et pourquoi vous courez après des élus qu'on veut dégager ?

Frédéric Collado (GJ) : Créer des groupes d'observateurs citoyens, prenant des notes, régulièrement; pas de provocations verbales mais ça interrogerait les élus dans leurs conseils municipaux etc... decid.net un site internet vient d'ouvrir Semble très prometteur ! Le congrès Coalition citoyenne 14 octobre 2023. Premier Dimanche d'août à Moncrabeau (47), élection du roi des menteurs.

Sophie Norton (GJ Nancy) : Deux évènements actuellement : les résistantes 2023 sur le Larzac début août et le week-end suivant une Zad fest à Forcalquier. On voit qu'il y a des désirs de convergence.

Sophie Norton (GJ Nancy) : Denis (?), as-tu un tract pour vos 418 milliards ? Etant donné que nous ne sommes pas très nombreux, il faut fixer quelques objectifs prioritaires sur lesquels faire masse.

Claire Tourneret (SUJ) Pourquoi vous dites "la coalition a dit" puisque ce n'est pas une entité ? ...parce que Renaud et beaucoup d'autres s'identifient à la coalition et après critiquent ceux qui critiquent cette posture qui est la base de l'anti démocratie.

François (Structuration GJ Toulouse) Ce fonctionnement en "forum" est périmé !

Mickaël Minran (Espoir RIC) : Greg, c'est malheureusement, sur le plan institutionnel, notre seul accès direct au parlement. Par exemple, LIOT est un "groupe parlementaire" il faut une quinzaine de députés pour former un groupe.

Claire Tourneret (SUJ) : Et c'est ça qu'il nous faut construire c'est une légitimité.

Natalia Polska (Espoir RIC) : la difficulté est le passage de l'officieux à l'officiel.

Arnaud Demangeat (3R) : Le peuple, c'est une notion à géométrie variable.

Sophie Norton (GJ Nancy) : La Constitution actuelle est une arnaque. Il faut en rédiger une nouvelle nous-mêmes. Notre système n'est pas une démocratie.

Jean Michel Brugade (MAC) : Sophie la constitution d'origine est bonne, mais elle a été transformée pour servir les intérêts de la caste.

Erwan Le Pontot (CNTSF) : D'accord avec ton avis. Ils sont dans leur droit "légal" mais "illégitime".

Jean François Harel (Nous Président) : Si on ne prend pas la main de notre destin... nous ne serons plus que 500 millions d'esclaves lobotomisés en cons-sots-mateurs...